

DU MÊME AUTEUR

- L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979, 2^e édition augmentée, « Références », 1985.
- La Politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala, 1984.
- L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e édition augmentée, Fayard, 2006).
- L'Illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.
- Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.
- Les Études postcoloniales. Un carnaval académique*, Paris, Karthala, 2010.
- L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Paris, Albin Michel, 2010.
- Sortir du national-libéralisme. Croquis politiques des années 2004-2012*, Paris, Karthala, 2012.
- Le Plan cul. Ethnologie d'une pratique sexuelle*, Paris, Fayard, 2014.
- Les Fondamentalistes de l'identité. Laïcisme versus djihadisme*, Paris, Karthala, 2016.

Jean-François Bayart

L'impasse national-libérale

Globalisation et repli identitaire



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovetacque
75013 Paris

et les opinions qu'il exprime n'engagent que sa responsabilité, non celle de l'une ou l'autre des institutions dans lesquelles il a servi, et dont il a respecté les règles de confidentialité.

Introduction

Dans l'euphorie de la chute du Mur de Berlin et du triomphe du capitalisme, l'Occident s'était laissé bercer (et berner) par la fable de la « fin de l'Histoire ». Selon Francis Fukuyama, le marché et la démocratie étaient devenus l'horizon indépassable de l'humanité, en quelque sorte le négatif libéral de l'utopie communiste. Il n'a pas fallu attendre très longtemps pour que la tentative d'annexion du Koweït par l'Irak, le génocide des Tutsi au Rwanda, la guerre civile de Yougoslavie, les attentats du 11 septembre 2001, l'invasion américaine de l'Afghanistan, le renversement *manu militari* de Saddam Hussein, les Printemps arabes, les noyades de migrants, les crises financières et monétaires, l'extension du djihad au cœur des sociétés européennes et nord-américaines, la subordination des programmes globaux de libéra-

lisation économique aux logiques de pouvoir des sociétés qui les appliquaient, les tensions militaires en Extrême-Orient dissipent cette aimable rêverie.

Depuis lors, les tragédies se sont succédé sans pour autant que le monde occidental ait retrouvé ses repères. La confusion règne dans les esprits, les élites politiques établies sont à court de vision ou même d'idées, et l'in vraisemblable d'hier devient la réalité d'aujourd'hui, de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite au délitement de l'Europe, des attentats de masse à l'exode des peuples, en attendant peut-être le retour de la guerre sur le Vieux Continent ou en Asie.

Face à cette réalité, les médias, les gens d'État, les acteurs économiques marmonnent des mots-valises défraîchis et vides de toute analyse, de toute solution, de tout diagnostic un tant soit peu convaincants : la « réforme », l'« identité », la « nation », la « souveraineté », la « bonne gouvernance », les « frontières », le « marché », la « transparence », l'« islam », le « salafisme », la « charia », l'« immigration », la « sécurité », le « terrorisme », l'« autorité de l'État »..., autant de mots qui sonnent creux à force d'avoir été rabâchés. La fin des idéologies, dont beaucoup se sont félicités, faute de voir qu'elle laissait la place à une idéologie « unidimensionnelle », comme l'avait très tôt

compris Herbert Marcuse, a dépolitisé la cité au nom du pragmatisme, la privant de ce fait de toute réflexion alternative. Alternative au sens français du mot, relatif à un choix entre deux branches dont précisément l'on nous affirme qu'il n'y en a plus.

Or les malheurs qui frappent les sociétés occidentales, telles Sodome et Gomorrhe, ont une cohérence. Ils en punissent l'aveuglement ou la démission politique. Ils sont les fruits vénéneux d'une série d'erreurs que leurs chancelleries ont commises, depuis les années 1970, dans le domaine de la politique étrangère, en particulier sur la scène moyen-orientale. Ils résultent aussi de l'inégalité, qu'a aggravée le modèle économique néolibéral en vogue depuis 1980, et de la colère sociale, de la déshérence territoriale, de l'aliénation professionnelle qui s'en sont ensuivies.

Deux faits illustrent ce retour des boomerangs que l'Occident a lancés il y a trois ou quatre décennies. Oussama Ben Laden, loin d'être issu des bas-fonds du Moyen-Orient, était le rejeton d'une riche famille yéménite établie en Arabie saoudite, connaissait le monde occidental dont il n'était ni un défavorisé ni un exclu. Il était une pièce de la Sainte Alliance que les États-Unis ont opposée à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union

soviétique, en 1979, et qui rassemblait les pétromonarchies du Golfe, le Pakistan et les mouvements armés islamistes du cru. Les talibans sont eux-mêmes les surgeons de cette *contra* islamique.

Quant aux assassins de *Charlie Hebdo*, du Bataclan, de l'aéroport de Bruxelles, de la Promenade des Anglais, de Saint-Étienne-du-Rouvray, pour la plupart d'entre eux, ils n'étaient pas des ressortissants du Moyen-Orient, que Daech auraient envoyés sur le sol européen pour y commettre leurs méfaits, mais de jeunes Européens, plus versés sur le cannabis et la bière que sur l'exégèse du Coran, dont certains se sont rendus en Syrie pour y apprendre la lutte armée dans les rangs d'une organisation née de l'intervention américaine en Irak de 2003. Autrement dit, les uns et les autres sont les rejetons des sociétés occidentales, qui découvrent avec effroi dans le miroir leur propre visage grimaçant.

Les catégories d'analyse qui se sont imposées dans le débat public ces trente dernières années, portées par de faux experts et de pseudo-intellectuels et des responsables politiques en mal de suffrages, ont occulté les origines sociales et historiques de ces faits. Elles ont fait prévaloir des explications culturalistes en invoquant une autre thèse fumeuse, celle du « choc des civilisations », non sans prendre pour des lanternes les vessies

identitaires. Car lesdites cultures, lesdites identités ne sont pas des essences atemporelles. Elles sont bien au contraire les expressions d'une histoire particulière qu'elles obscurcissent, plutôt qu'elles n'éclairent, dans la mesure, précisément, où elles en sont le produit.

Cette histoire remonte au milieu du XIX^e siècle lorsque se combinent deux dynamiques habituellement présentées comme contradictoires, alors qu'elles sont en synergie : d'une part, l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale ; de l'autre, l'universalisation de l'État-nation. Qu'on y réfléchisse : le Printemps des peuples, en 1848, va de pair avec la révolution industrielle et le triomphe du libre-échange ; l'intégration de l'Afrique au marché mondial, par le biais de la colonisation, s'accompagne de son découpage en territoires qui se transformeront en États-nations lors des indépendances, et parfois dès l'occupation européenne ; la conversion de l'Union soviétique et de la Yougoslavie au capitalisme, dans les années 1990, s'est soldée par la formation de deux systèmes régionaux d'États-nations, et non par leur dilution dans le marché ; les réformes de Deng Xiaoping, en Chine, ont été le véhicule d'un nationalisme militariste et expansionniste ; l'adhésion à l'Union européenne des anciennes

démocraties populaires a réveillé une conscience ethnonationale exclusive, spécialement en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie.

Contrairement à l'idée reçue, ce que l'on nomme la « globalisation », ou la « mondialisation », configure l'État, plutôt qu'elle ne le sape. À dire vrai, l'État-nation est son rejeton, et non sa victime. L'expression idéologique de cette combinatoire entre la globalisation capitaliste et l'universalisation de l'État-nation est le culturalisme sous ses différentes formes, notamment celles de consciences particularistes et de mouvements identitaires, ou encore celle, savante, de l'orientalisme¹. C'est vrai de l'Europe, où le XIX^e siècle a vu la

1. J'entends par « culturalisme » la propension à reconnaître à une culture, définie de manière uniforme et anhistorique, la capacité de déterminer l'action politique, économique, sociale ou autre de ses membres. Ainsi, par exemple, du rapport de causalité que certains établissent entre une religion et le comportement de ses adeptes. Les débats actuels sur l'islam ou, il y a quelques années, sur les « valeurs confucéennes » fournissent de bonnes illustrations de ce mode d'interprétation. Pour sa critique, je me permets de reporter à Jean-François BAYART, *L'Illusion identitaire*, Fayard, Paris, 1996 et « Culture et développement : les luttes sociales font-elles la différence ? », *L'Économie politique*, 38, avril 2008, p. 29-56. Rappelons, par ailleurs, que Max Weber n'était pas culturaliste et n'a jamais fait de l'« éthique protestante » la cause de l'« esprit du capitalisme », contrairement à ce que l'on affirme souvent.

« création des identités nationales¹ » dans les Balkans, la floraison des « petites patries » de terroir dont le Félibrige ou le régionalisme culinaire sont des exemples français classiques, et le déchaînement des passions nationalistes jusqu'au suicide continental de la Première Guerre mondiale. Cela vaut également pour les États-Unis dont l'ascension économique et financière mondiale s'est accompagnée d'une définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté en faveur des WASP, les Blancs anglo-saxons protestants, et au détriment des Amérindiens, des Afro-Américains, des catholiques et des juifs originaires du Vieux Continent, puis des immigrés asiatiques, des *Latinos* et des musulmans venus du Moyen-Orient. La campagne électorale outrancière de Donald Trump, en conformité avec la thèse du penseur conservateur Samuel Huntington, et sa victoire nous l'ont rappelé en 2016. Cela se vérifie, enfin, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, où les consciences particularistes de type ethnique, communaliste² ou

1. Anne-Marie THIESSE, *La Création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Seuil, Paris, 1999.

2. Dans le sous-continent indien, on désigne par le terme de communalisme les consciences ethnoreligieuses qui se sont cristallisées pendant la colonisation britannique, au XIX^e siècle, et ont donné lieu au conflit entre « hindous » et « musulmans »,

confessionnel sont indissociables de la conscience nationale et du libéralisme économique.

Paradoxalement, la valeur de prédilection de la globalisation est l'autochtonie. Cette idée fournit la thématique de nombre des conflits les plus cruels de l'époque. « J'étais là avant ! » clament les peuples, transformant le système international en sanglante cour de récréation. La marchandisation capitaliste du monde, avec ses produits « authentiques » de « terroir », emprunte elle aussi à cet imaginaire de l'autochtonie, désormais parée des habits « bio » ou « écolo ». Dès le début des années 1980, une équipe d'historiens britanniques, sous la houlette d'Eric Hobsbawm et de Terence Ranger, avait montré comment l'« invention de la tradition » était le ressort de la modernité des XIX^e et XX^e siècles¹. Elle le demeure en ce début du nouveau millénaire, que dominent les fondamentalismes identitaires.

En Europe, de part et d'autre de la Méditerranée, et dans la plupart des contrées du globe, une telle combinatoire entre l'expansion du capita-

jusqu'à la partition sanglante du *Raj*, en 1947, au moment de son indépendance, et au prix d'émeutes intercommunautaires régulières tant en Inde qu'au Pakistan.

1. ERIC HOBBSBAWM et TERENCE RANGER (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press, Cambridge, 1983.

lisme, l'universalisation de l'État et le culturalisme identitariste a consisté en un grand basculement : à savoir le passage d'un monde d'empires, dominant leur territoire par l'administration indirecte de la diversité, à un monde d'États-nations centralisés et promouvant de gré ou de force l'unité culturelle, quitte à recourir si besoin à la purification ethnique. Cette séquence séculaire n'a pas été linéaire. Elle n'a pas non plus été délibérément mise en œuvre, bien qu'elle ait souvent donné lieu à des politiques publiques et à des stratégies politiques volontaristes. Elle fournit néanmoins la clef d'intelligibilité des principaux événements de la dernière décennie, comme des précédentes. Elle s'est successivement, ou simultanément, reconnue dans différentes idéologies, souvent antagonistes ou concurrentes, dont le libéralisme, le socialisme, le communisme, le fascisme, le national-socialisme ont été les principales et les plus discutées, et dont il faut souligner la complexité. On ne peut, par exemple, confondre le modèle néolibéral contemporain et le modèle ordolibéral allemand des années 1930, même si le premier est l'héritier du second : les tenants de l'un sont adeptes de l'individualisme méthodologique ; les autres entendaient reconstruire, de manière rationnelle, un ordre d'inspiration kantienne conciliant la liberté du marché avec l'impé-

ratif catégorique de la justice et de la morale, fidèle à leur obédience protestante autant qu'à leur lutte contre le nazisme. De même, le communisme a connu ses divisions, dont la rupture entre Tito (ou Enver Hodja) et Staline, le schisme sino-soviétique ou la lutte implacable entre le Parti communiste vietnamien et son surgeon cambodgien, les Khmers rouges, ont été des manifestations dramatiques. Quant à la social-démocratie, elle est tiraillée entre le social-libéralisme, sous la force d'attraction du néolibéralisme, et une sensibilité plus étatiste et néokeynésienne, attachée à l'État-providence.

Le dénominateur commun de ces courants disparates, irréductibles aux uns et aux autres, et antagoniques, est ce que j'ai proposé de nommer le *national-libéralisme*. Dans mon esprit, il s'agit d'abord d'un concept, dont je sais qu'il est dérangeant, voire provocant. J'en ai assumé la charge polémique en affirmant que le national-libéralisme était au libéralisme ce que le national-socialisme avait été au socialisme, et en en résumant l'ambivalence consubstantielle d'une formule lapidaire : le national-libéralisme, c'est le libéralisme pour les riches, et le nationalisme pour les pauvres¹. Il

1. Jean-François BAYART, *Sortir du national-libéralisme. Croquis politiques des années 2004-2012*, Karthala, Paris, 2012.

n'en reste pas moins que, au-delà de sa connotation incisive, ce concept éclaire d'un jour nouveau la séquence, plus ou moins biséculaire, de la globalisation, dont le monde n'est pas sorti. Il peut alors être défini de la manière suivante :

Le national-libéralisme est le point de synergie entre, d'une part, la globalisation, appréhendée dans ses différentes facettes (ou « paysages »), notamment comme processus d'expansion mondiale du capitalisme, et, d'autre part, l'universalisation de l'État-nation comme mode d'organisation et de conscience politiques. Il constitue donc une modalité de formation de l'État, dans une séquence historique donnée, du XIX^e au XXI^e siècle. En tant que tel, il a connu des expressions politiques, institutionnelles et idéologiques disparates, fréquemment antagoniques. Il a aussi fourni des répertoires de subjectivation morale, matérielle, corporelle, à l'intersection des techniques de domination et des techniques de soi.

Défini de la sorte, de manière quelque peu abstraite mais rigoureuse, le national-libéralisme s'incarne donc dans de multiples avatars, plus ou moins tempérés. Il demeure le cadre dans lequel les acteurs politiques et sociaux se sont progressivement enfermés sans pour autant cesser de s'affronter, mais sans non plus pouvoir s'émanciper de ses logiques délétères. D'un côté, ils demeurent tribu-

taires de la catégorie nationale. De l'autre, ils se soumettent au marché et au capitalisme mondial. Emmanuel Macron en a donné une preuve assez cocasse, en mai 2016. Pour lancer sa campagne présidentielle implicite, ce chantre du social-libéralisme est allé à Orléans faire ses dévotions républicaines à Jeanne la Pucelle, icône de l'imaginaire national le plus convenu, que la gauche et la droite n'ont cessé de se disputer depuis le XIX^e siècle. Quelques semaines plus tard, en août, il a récidivé en rendant visite à Philippe de Villiers au Puy-du-Fou, haut lieu de la droite identitaire, pour y rappeler qu'il n'était pas socialiste.

Pareillement, Margaret Thatcher fut, d'un même mouvement, le Premier ministre de la libéralisation économique la plus brutale et de la guerre des Malouines. À la même époque, Ronald Reagan incarna une synthèse comparable entre une politique étrangère nationaliste et anticommuniste, et la promotion d'un « État minimum ». Quant aux islamistes, on l'oublie trop souvent, ils n'ont pu réaliser l'unité politique de l'*umma*, la communauté des croyants. Ils se sont ralliés à l'État-nation, et ont reconnu l'universalité du marché en se convertissant vite au néolibéralisme, notamment en Turquie, en Iran, en Tunisie ou au Maroc.

Le national-libéralisme est un idéaltype, au sens précis où l'entendait Max Weber. Il ne se trouve pas à l'état « pur » dans les sociétés politiques concrètes. Mais, en tant que catégorie d'analyse, il identifie cette combinaison d'adhésion au capitalisme mondial et de reproduction du périmètre national, une combinaison improbable, contradictoire, dont l'expression paradoxale est l'exacerbation des particularismes identitaires. Certains hommes politiques se réclament haut et fort, à la fois, de l'économie globale et de la souveraineté nationale. Ils sont clairement national-libéraux, à l'instar de Nicolas Sarkozy, Manuel Valls, François Fillon, Vladimir Poutine, Silvio Berlusconi, Christian Blocher, Recep Tayyip Erdoğan, Mahmoud Ahmadinejad. Un Donald Trump ne déroge pas entièrement à la règle. Certes, il s'oppose au libre-échange et à l'immigration, mais non à la liberté de l'entreprise, pour rendre à l'Amérique (et à Wall Street) sa grandeur. Il nomme un ancien banquier de Goldman Sachs comme secrétaire au Trésor.

La contradiction dans laquelle les uns et les autres sont pris les pousse à recourir à un style excessif, populeux et viril, moins pour la dépasser que pour la dissimuler. Catholique conservateur dans le domaine des mœurs, et dans sa conception

du « roman national », ultralibéral et thatchérien dans la sphère économique, admirateur de Poutine au point de cautionner la « groznyfication » d'Alep, synthèse polissée du principe national et du principe libéral, le très bien élevé François Fillon se singularise sur ce point. Mais Jean-Marie Le Pen, et plus encore sa fille nous avaient déjà appris que le chef national-libéral peut parler un français châtié. En réalité, le national-libéralisme condamne au mensonge d'État, à la prestidigitation politique, à l'équilibrisme gouvernemental, à l'illusion identitaire. Il repose sur le brouillage systématique de la frontière entre le global, le national et le local, ou encore de la délimitation entre la sphère publique et la sphère privée dans le domaine économique. Son emblème est la chauve-souris : « Voyez mes ailes, je suis oiseau ; voyez mon corps, je suis mammifère ! » C'est bien du fait de cette ambivalence constitutive du national-libéralisme que David Cameron s'est pris les pieds dans le tapis du Brexit. Fondé de pouvoir de la City, il en récusait la pertinence, mais s'est cru obligé de le lâcher en pâture à son électorat pour garder le pouvoir en promettant, en 2015, la tenue d'un référendum à ce propos. De même, son rival, le tumultueux Boris Johnson, qui s'était rallié au camp du « oui », s'est trouvé dépassé,

comme désespéré, par sa victoire, qui le contraignait à dissiper l'ambiguïté de son positionnement et le mettrait au pied du mur : en être, ou ne pas en être ? Il est toujours un moment où l'illusionniste, à force de jongler avec le lapin national et le renard capitaliste, dévoile ses ficelles et déçoit son public. Nul besoin d'être grand clerc pour prédire cette destinée à Donald Trump. Elle sera le signe non de sa duplicité, ou de celle de ses congénères, mais de la logique même du capitalisme, dont Fernand Braudel rappelait qu'il ne consistait pas en l'économie de marché, mais en la combinaison du marché et de l'État.

Les responsables ou les partis politiques dosent chacun à leur manière le cocktail national-libéral, les uns forçant sur le national, à l'image de Marine Le Pen, les autres sur le libéral, à l'instar d'Emmanuel Macron, ou encore sur la définition ethniconfessionnelle de la citoyenneté, comme François Fillon, si l'on s'en tient à la France. Certains encore récusent la globalisation économique au point d'entonner une petite musique nationale qui ne serait pas si différente de celle de l'extrême droite ou de la droite souverainiste si elle ne s'accompagnait pas d'un contre-chant favorable à l'immigration, comme chez un Jean-Luc Mélenchon, dans ses meilleurs moments. En raison de l'ambivalence

inhérente au national-libéralisme, son nuancier est presque infini dans les sociétés historiques concrètes. Mais les choses s'éclairent d'un jour plus cru quand il s'agit de sortir du national-libéralisme. François Hollande en a fait l'amère expérience. Ayant promis monts et merveilles dans son discours de campagne du Bourget, en 2012, il a achevé son quinquennat par des projets de loi traitant de la déchéance de la nationalité française ou de la dérégulation du marché du travail, et par un discours dit du Rond-Point – tout un programme¹ ! De « changement », il n'y eut point, pas plus que de « rupture » avec Nicolas Sarkozy, ne serait-ce que parce que le bon diagnostic n'avait pas été posé. Ce qui rendit impossible la formulation d'un projet politique de substitution, capable d'emporter les suffrages d'une majorité démocratique.

Répetons-le, les sociétés contemporaines sont prises dans les rets d'une gouvernamentalité national-libérale qui met en synergie l'intégration capitaliste mondiale et le renforcement de l'État-nation, au lieu de les opposer comme le voudrait la vulgate. Le contresens qui organise une bonne part du débat public est absolu. Certes, la globali-

1. François HOLLANDE, *Le Discours du Rond-Point. 3 mai 2016*, Fondation Jean Jaurès, Paris, 2016.

sation passe par l'unification de *certain*s marchés : celui des capitaux, dans une moindre mesure celui des marchandises, mais non celui de la force de travail, que fragmente une législation antimigratoire de plus en plus coercitive. Pourtant, quoi que l'on en dise, elle ne rogne pas les prérogatives de l'État qui ne cessent de se développer, fût-ce par leur privatisation ou par leur délégation à des entreprises¹. Jamais, par exemple, les flux de capitaux n'ont été aussi surveillés et contrôlés par les administrations et les services de sécurité, alors même que leur marché a été dérégulé à la faveur du Big Bang des places financières européennes, dans les années 1980. Et ce sont les compagnies aériennes privées, ou privatisées, qui ont évidé l'exercice du droit d'asile, au mépris du droit international et, en France, de la Constitution, en vérifiant à leurs comptoirs d'enregistrement et à l'entrée des aéronefs les titres de circulation ou de séjour de leurs passagers pour le compte des États, bien avant que le spectre des attentats ne donne une justification supplémentaire à de telles mesures liberticides. Par ailleurs, la privatisation de la guerre, par recours à des sociétés de mercenariat

1. Béatrice HIBOU (dir.), *La Privatisation des États*, Karthala, Paris, 1999.

que dirigent anciens hommes politiques et hauts fonctionnaires, permet de contourner le contrôle parlementaire et les embarras judiciaires, singulièrement aux États-Unis.

C'est sous cet éclairage qu'il faut replacer la tentation protectionniste à laquelle cèdent les hérauts les plus démagogues du national-libéralisme, tels que Donald Trump, ou les tenants de la « préférence » (nationale, postimpériale ou communautaire, c'est selon.) L'empressement avec lequel certains parlent, aujourd'hui, de « démondialisation » en arguant du Brexit, du résultat de l'élection présidentielle américaine de 2016, de la contestation du libre-échange, du ralentissement du commerce international depuis 2012, de la relocalisation d'industries dans leur pays ou, tout au moins, leur continent d'origine, de la perte de crédibilité de l'Organisation mondiale du commerce, de l'augmentation des mesures commerciales discriminatoires entre les membres de celle-ci, ou de l'inflexion de la doctrine du Fonds monétaire international, est pour le moins prématuré. Surtout, il reprend à son compte la confusion entre la globalisation et l'intégration planétaire des marchés des biens et des capitaux. Or cette dernière n'est qu'une manifestation parmi d'autres de la globalisation, indissociable de l'universalisation de l'État-nation

et de l'exacerbation de consciences identitaires particularistes. En outre, la mondialisation comporte plusieurs « paysages », financier, économique, religieux, idéologique, artistique, technologique, etc., qui peuvent être en synergie ou, au contraire, en décalage, voire en contradiction. Elle n'est pas non plus d'une intensité égale dans les différentes parties d'un continent ou d'un pays, et d'un milieu social ou d'une génération à l'autre.

De nos jours, la globalisation se traduit bien par l'universalisation d'un État-nation sécuritaire, d'un État de sécurité nationale, d'un absolutisme numérique qui n'a plus de démocratique que les oripeaux, et dont le socialiste François Hollande, en France, est devenu, après les attentats du 13 novembre 2015, le Guy Mollet, avant de se raviser et de se muer en défenseur de l'État de droit à l'approche de l'élection présidentielle de 2017, non sans continuer à faire adopter de nouvelles mesures liberticides. De même, dans la sphère économique, l'intégration du capitalisme mondial procède moins de la libéralisation en trompe-l'œil des échanges marchands inter-étatiques que de la gestion du commerce mondial au sein des firmes, entre leurs filiales ou par le biais de la sous-traitance, comme dans le textile, et de la structuration oligopolistique du marché par les

plus grandes des entreprises, comme dans la téléphonie mobile et la communication numérique. Elle provient aussi de l'instauration d'un appareil de normes réglementaires de plus en plus serré, à l'initiative des administrations étatiques et au gré de leur étroite concertation avec les multinationales, par le biais du lobbying et de la généralisation des partenariats public-privé.

En bref, la globalisation équivaut moins à l'apothéose du marché au détriment de l'État qu'à la « bureaucratiation du monde » dont parlait déjà Bruno Rizzi, l'un des cofondateurs du Parti communiste italien, dans un livre publié en 1939, et qu'a récemment analysée, pour le moment néolibéral, une équipe de chercheurs rassemblée autour de Béatrice Hibou¹. De réglementation technique en procédures d'évaluation, chacun est devenu son propre fonctionnaire, contribuant par le bas à la production du national-libéralisme et à son assujettissement, selon la vieille logique de la servitude volontaire. Ce en quoi le national-libéralisme est précisément une gouvernementalité, au sens où l'entendait Michel Foucault, et un processus de

1. Béatrice HIBOU, *La Bureaucratiation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, Paris, 2012 et, sous sa direction, *La Bureaucratiation néolibérale*, La Découverte, Paris, 2013.

subjectivation, de constitution d'un sujet moral, avec son esthétique propre.

Le concept de national-libéralisme fournira le fil rouge de cet essai, dès lors qu'il offre une interprétation renouvelée de notre époque. Dans une première partie, nous analyserons la manière dont, dès les années 1970, l'Occident a creusé lui-même le piège dans lequel il est tombé vingt ou trente ans plus tard en menant des politiques étrangères pour le moins aventureuses sur une scène mondiale qu'ont façonnée la chute des empires et le « droit des nationalités », entériné par le traité de Versailles, en 1919. Dans une seconde partie, nous montrerons comment les apories du national-libéralisme découlent de ce passage douloureux d'un monde d'empires à un monde d'États-nations, à la faveur de l'expansion mondiale du capitalisme – un processus qui n'est pas appréhendé pour ce qu'il a été, et reste perçu à l'aune normative de l'historicisme nationaliste, nonobstant les dizaines de millions de morts que celui-ci a causées en un siècle. Il est plus que jamais nécessaire de « sauvegarder l'histoire de la nation », ainsi que nous y invite Prasenjit Duara¹.

1. Prasenjit DUARA, *Rescuing History from the Nation. Questioning Narratives of Modern China*, The University of Chicago Press, Chicago, 1995.

La montée de l'extrême droite identitariste, l'implosion de l'Union européenne, la crise des réfugiés, les guerres civiles qui se multiplient de par le monde, la récurrence de la purification ethnique, le djihadisme constituent en quelque sorte la vengeance des empires défaits. C'est faute de penser ces cohérences que l'Occident ne parvient pas à saisir ce qui est en train de lui arriver, et se condamne à courir sinon à sa perte, du moins à celle de son esprit, en continuant à ressasser des mots vidés de toute substance.

Les pages qui suivent se consacrent ainsi à l'analyse d'un effet de ciseaux, ou plutôt d'une série d'effets de ciseaux, au point de rencontre de l'expansion du capitalisme et de l'universalisation de l'État-nation. Elles se veulent un petit exercice d'imagination intellectuelle, dont les hypothèses seront sujettes à discussion, voire à critique de la part des spécialistes de chacun des thèmes dont elles s'emparent. Elles sont le fait non d'un intellectuel « engagé » qui écrit au fil de ses bons sentiments, de ses émotions et de la mode, mais d'un intellectuel « spécifique », comme le disait Michel Foucault, qui participe en citoyen au débat public sur la base de ses compétences universitaires. Elles n'ont d'autre ambition que d'aider à sortir des sentiers battus et à relancer une réflexion qui doit, qui ne peut être que politique, c'est-à-dire étrangère à

l'économicisme et au culturalisme ambiants, ces deux faces idéologiques du national-libéralisme. Ce dernier a prétendu dépolitiser la cité en exaltant la raison du marché, en naturalisant le cadre national, en réifiant les appartenances culturelles et religieuses, en présentant comme irréversible la globalisation, en ânonnant le catéchisme de la « réforme » comme seule Voie du Salut. Il est grand temps d'en revenir au politique, en n'en laissant pas le monopole aux marchands d'illusions identitaires, ces faiseurs de malheurs et de désastres.